

Armes à feu; La police du pays se mobilise déjà contre l'abolition du registre

Le Soleil

2006.01.25

Néron, Jean-François

Stephen Harper trouvera sur sa route plus que les partis d'opposition s'il veut abolir le registre des armes à feu. Les associations de policiers promettent d'être là pour l'en empêcher.

"Si on doit faire des rencontres pour expliquer notre position une fois de plus, on le fera." Le président de l'Association des policiers provinciaux du Québec (APPQ), Jean-Guy Dagenais, est aussi membre du conseil de direction de l'Association canadienne de la police professionnelle (ACPP), qui regroupe tous les policiers du pays.

L'arrivée des conservateurs au pouvoir n'inquiète pas M. Dagenais outre mesure, mais il croit essentiel de leur rappeler l'importance du programme. "Ce n'est pas ça qui va régler tous les problèmes. Toutefois, nous pensons que c'est un outil qui permet de limiter la criminalité."

Le centre de coordination du registre recevrait chaque jour 5000 demandes d'information venant des policiers de tout le pays. "Les agents s'en servent régulièrement, confirme Bernard Lerhe, président du syndicat des policiers de Québec. Par exemple, si nous devons faire une intervention pour un cas de violence conjugale, nous aimons savoir si l'individu possède des armes."

Le président de la Fédération des policiers municipaux du Québec (FPMQ), Denis Côté, nuance les risques d'abolition du registre. "Il y a toujours une différence entre les engagements électoraux et ce qu'ils peuvent véritablement faire", croit-il.

Bon outil de travail

Gary Breitreuz, député conservateur de la Saskatchewan, est celui qui promet l'abolition du registre, tel qu'inscrit dans le programme de son parti. Il dénonce depuis toujours le gaspillage de fonds publics. Des 2 millions \$ initialement prévus en 1995, le coût d'implantation et de gestion du projet dépasse maintenant 1 milliard \$.

Domage qu'on ne s'attaque qu'à l'aspect financier, songe M. Côté. "C'est un outil de travail qui a fait ses preuves. Maintenant, est-ce que le système est perfectible, oui !"

Le coordonnateur de la Coalition pour le contrôle des armes à feu, Patrick Leclerc, souhaite aussi une gestion plus serrée du programme. Cependant, il regrette la "désinformation" à propos du registre. "Nous devons accentuer les efforts pour que tous soient au courant des succès du programme. Il y a eu une diminution de 43 % du nombre de victimes par armes à feu", donne-t-il en exemple.

Malgré l'intention conservatrice et ses "liens étroits" avec le lobby pro-armes, M. Leclerc demeure confiant. "si les conservateurs veulent couper dans le programme, on sait que la majorité du Parlement (BQ, NPD et PLC) a déjà dit NON. Leur intention est de garder la loi intacte."

JFNeron@lesoleil.com